

Il y a lire et lire de travers

Paul-François Sylvestre

Number 66, March 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/42528ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Sylvestre, P.-F. (1992). Il y a lire et lire de travers. *Liaison*, (66), 3–3.

Il y a lire et lire de travers

Lorsque Don Getty, premier ministre de l'Alberta, a déclaré que le bilinguisme officiel devrait cesser d'avoir force de loi au Canada, il a indigné ses homologues provinciaux, vexé plus d'un Tory à Ottawa, Joe Clark au premier chef, et insulté les francophones hors Québec, notamment les Franco-Albertains. Ses propos du 9 janvier dernier ont eu l'effet d'une bombe politique, surtout parce qu'ils découlent d'une mauvaise lecture de la réalité canadienne.

L'automne dernier, un autre Conservateur a lu de travers notre réalité culturelle, mais ses propos sont passés inaperçus, sans doute parce qu'ils s'adressaient à l'industrie du livre et que ce secteur n'attire pas beaucoup l'attention des journalistes. Cet autre conservateur est Chuck Cook, député de Vancouver-Nord à la Chambre des communes. Il a déclaré, le 29 octobre 1991, que l'édition ne mérite pas d'être subventionnée parce que seulement 10 % environ des Canadiens s'intéressent à nos livres. M. Cook estime que, une fois la «lecture légère» soustraite, il reste à peine 5 % de gens lisant des ouvrages subventionnés. Il en déduit que 95 % des citoyens paient pour l'autre 5 %.

Que lit Chuck Cook? *Not too much Canadian stuff... because it's just not good enough.* Faut-il alors réduire les subventions à l'édition? *I'm afraid so,* rétorque le député de Vancouver-Nord. Si, contrairement aux propos de Don Getty, les remarques de Chuck Cook n'ont pas mis l'ACFO «en état de choc» – l'ACFO s'intéresse-t-elle vraiment à l'essor de nos industries culturelles? –, il y a eu du monde de l'édition pour rétablir les faits. Ce n'est pas 5 ou 10 % mais 50 % des Canadiens qui lisent des livres. De plus, des

études démontrent que le lectorat canadien préfère des ouvrages d'ici, lorsqu'il y a accès, et que 25 % des livres vendus au Canada sont écrits par les nôtres. Les 18 millions de dollars que le gouvernement canadien verse annuellement à l'industrie de l'édition représentent 70 cents *per capita*, soit le prix d'un café ou d'un envoi au tarif du livre!

Pour que les investissements dans les arts aient des retombées mesurables, comme les conservateurs de Brian Mulroney les aiment, il faudrait que le soutien à la culture soit global et constant. Il faudrait redonner à Radio-Canada ses moyens d'antan, il faudrait appuyer les écoles – où l'éveil culturel se développe –, il faudrait que nos bibliothèques soient encouragées dans leurs efforts. Mais les écoles ne sont pas des lieux de *concurrence*. Les bibliothèques ne font pas partie du *marché libre*. Elles ne méritent pas l'attention d'un gouvernement guidé par le mesurable et le standardisable, par ce à quoi la TPS peut s'appliquer.

Entretemps, et à cause de la TPS, la vente de livres a chuté de 30 %. Quatre grandes maisons d'édition ont dû fermer leurs portes en 1991. C'est sans doute cette situation qui a poussé le gouvernement canadien à poser immédiatement un geste (20 millions de plus pour l'industrie du livre). Cette manne arrive juste avant le Festival national du livre, du 25 avril au 3 mai, où les occasions ne manqueront pas de lire les nôtres, non pas de travers mais de connivence avec ceux et celles qui forgent chaque jour notre identité culturelle.

Paul-François Sylvestre
rédacteur en chef



Couverture illustrée par le caricaturiste Bado